



VISITE AU CENTRE DE L'AFPA DE BÈGLES

Depuis 1945, l'Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) assure une mission essentielle de formation aux métiers dont notre pays a besoin.

Aujourd'hui l'AFPA est menacée : elle n'a jamais fonctionné avec si peu de salariés alors que les besoins de formation de qualité sont toujours plus importants. La compétition d'acteurs privés et la baisse de financements publics menacent la pérennité de cette structure essentielle à la réindustrialisation et à la planification écologique. Lors des discussions budgétaires, nous défendons une politique de relance qui redonne du souffle aux politiques de formations et d'insertion professionnelle !



RENCONTRE : TERRE NEUVES

J'étais présent samedi 18 octobre au repas participatif organisé par les habitant.es du quartier des Terre Neuves à Bègles. Un moment convivial très enrichissant où j'ai pu échanger avec les habitant.es et des responsables associatifs sur leur vision de ce quartier, sur leurs difficultés au quotidien et les solutions à mettre en place pour y répondre.

Je les remercie pour leur accueil chaleureux et leur apporte tout mon soutien dans les projets qu'ils portent pour leur quartier.



CONTRE L'ACCORD MERCOSUR, PROTÉGEONS NOTRE AGRICULTURE !

J'ai participé début octobre à une manifestation organisée à l'initiative de la Confédération paysanne pour protester contre l'accord de libre-échange UE-Mercosur. En dépit de la colère agricole, le Président Macron a capitulé devant la Commission européenne qui entend passer en force en contournant le vote des parlements nationaux pour imposer cet accord rejeté par 80% des Français-es d'ici la fin de l'année.

Sa ratification serait une catastrophe pour les petites et moyennes exploitations agricoles et d'élevage soumises à une concurrence internationale encore plus féroce, mais aussi pour notre santé avec l'importation de produits traités avec des intrants chimiques interdits dans l'UE en raison de leur dangerosité. Une catastrophe enfin pour l'environnement, en aggravant le grand déménagement du monde sur porte-conteneurs et la déforestation. Nous ne voulons plus de cette agriculture industrialisée et soumise au dictat des marchés mondiaux. Défendons un protectionnisme solidaire, des prix rémunératoires, la transition agroécologique et la relocation de notre alimentation !



Mobilisation contre le Mercosur place des Invalides, 14 octobre 2025



LOÏC PRUD'HOMME

TOUJOURS ACCESSIBLE, RETROUVEZ-MOI EN CIRCONSCRIPTION ET EN LIGNE !

Venez échanger sans rendez-vous avec votre député tous les 1^{ers} vendredis après midis du mois à sa permanence parlementaire !

PROCHAINES DATES :
12 DÉCEMBRE ET 9 JANVIER

281 ROUTE DE TOULOUSE
VILLENAVE-D'ORNON

Facebook
Loïc Prud'homme

BlueSky
@PrudhommeLoic

Canal Telegram
@loicprudhomme

Instagram
loicprudhomme.fr

Youtube
Loïc Prud'homme député insoumis

Mail
contact@loicprudhomme.fr

loicprudhomme.fr

Loïc Prud'homme, député

NOUVEAU
FRONT
POPULAIRE



NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE.



LOÏC Votre député à vos côtés PRUD'HOMME

Bordeaux Sud - Bègles - Talence
Villenave-d'Ornon

N°17 | AUTOMNE
2025



EDITO

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, POST-VÉRITÉ !

L'époque est bien à la post-vérité et aux vérités alternatives, nouveaux noms pour le mensonge éhonté, assumé, quasi revendiqué.

Spécialité du président Macron, passé maître dans l'art du travestissement des mots, de l'abolition de leur sens : rien n'est jamais un échec, c'est juste « que cela n'a pas fonctionné ».

Pas fonctionné le barrage au RN, pas fonctionné la politique écologique, pas fonctionné la réduction des inégalités (près de 10 millions de pauvres en France aujourd'hui), pas fonctionné la dissolution...

Et le maître a ses disciples, en premier lieu le fidèle moine-soldat macroniste et 1^{er} ministre S. Lecornu, qui jure partir pour ne pas revenir, et revient 4 jours plus tard promettant une rupture... sans aucun doute une rupture consommée avec les Français-es et sa propre dignité. Il récidive lors de son discours de politique générale promettant une « suspension » de la détestée réforme des retraites pour s'assurer du soutien des député-es du Parti Socialiste.

Le mensonge aura tenu 24h avant que tout le monde comprenne qu'il s'agira au mieux d'un report d'application de 3 mois et que les 800 000 potentiels bénéficiaires devront fêter cela sur le dos des 18 millions de retraités dont la pension ne sera pas revalorisée, sur les malades de longue durée, sur les apprentis et auto-entrepreneurs et toutes les autres horreurs du budget Lecornu !

N'oublions pas que Macron et Lecornu furent à bonne école avec le maître incontesté du mensonge, le multirécidiviste N. Sarkozy, qui vient d'ailleurs de se faire à nouveau



ratrapper par la patrouille. Direction la case prison pour association de malfaiteur avec un terroriste libyen. Enfin !

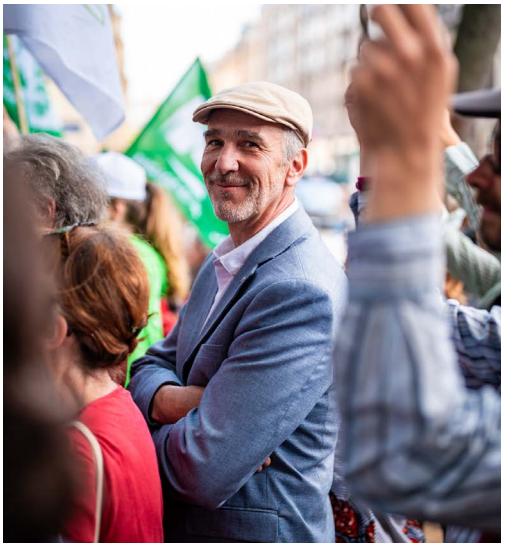
Du côté du RN rien de très reluisant non plus sur le registre de la vérité, du respect des règles et de l'institution judiciaire : Mme Le Pen, condamnée pour avoir détourné 4 millions d'euros du parlement européen avec ses complices députés, crie elle aussi à la cabale judiciaire, devant les évidences incontestables.

Voleurs au parlement européen, menteurs à l'Assemblée où le Rassemblement national a sauvé le Président Macron en ne votant pas sa destitution.

Il faut en finir avec ces manipulateurs, menteurs et voleurs, et les moyens d'y parvenir sont connus : défendre l'état de droit et le travail des juges qui font appliquer nos lois, exécution provisoire comprise, se saisir de toutes les élections pour remplacer ce personnel politique indigne de ses mandats, instituer le référendum révocatoire des élus dans la très prochaine 6^e République.

La résignation n'est pas une option. À l'Assemblée comme dans les luttes locales je vous soutiendrai vers la victoire d'une gauche qui améliore véritablement la vie des gens !

Bonne lecture, Loïc Prud'homme



LOI DUPLOMB: POUR UNE ABROGATION TOTALE

La loi Duplomb, même après la censure partielle du Conseil constitutionnel, demeure une catastrophe pour notre environnement et notre agriculture. Sous couvert de modernisation, elle favorise en réalité un modèle agricole industriel et intensif, destructeur pour les terres, l'eau et la biodiversité au détriment des exploitations familiales.

Cette loi a déclenché un vaste mouvement de protestation citoyenne, y compris parmi les scientifiques. Une pétition réclamant son abrogation a rassemblé plus de 2,1 millions de signatures sur le site de l'Assemblée nationale, un record historique.

Et pour cause, **cette loi sacrifie la survie des petits paysans, des exploitations familiales et notre santé environnementale :**

- En facilitant les fameuses «mégabassines», des projets colossaux qui épuisent nos nappes phréatiques au profit d'une poignée d'agro business privilégiés et au détriment de la majorité des agriculteurs.

- En favorisant le développement des fermes-usines organisées pour maximiser le profit, sans considération pour le bien-être animal, pour les écosystèmes et la santé des riverains.

- En enfermant notre modèle agricole dans une dépendance mortifère à des pesticides

dangereux pour notre santé, celle des agriculteurs, et la biodiversité.

La loi Duplomb, commandée sur mesure par l'agro business et les syndicats à sa botte, consacre l'industrialisation de l'agriculture française et son ouverture à marche forcée à une concurrence internationale déloyale. Par cela, **elle menace notre souveraineté alimentaire, notre environnement, notre santé et celle de nos enfants, les revenus et la survie de nos agriculteurs.** L'agriculture intensive, présentée comme une modernité, est en réalité un poison pour notre planète et nos territoires.

Nous ne pouvons accepter ce choix. Face à cette urgence, avec mes collègues insoumis-es, **nous déposons une proposition de loi pour abroger totalement la loi Duplomb.**

Pas de compromis. Pas de demi-mesures. Nous défendons un protectionnisme solidaire, en interdisant l'importation de produits agricoles traités par des pesticides dangereux non autorisés en France. Nous voulons protéger nos terres, notre eau, nos paysans, et promouvoir un modèle agricole durable, humain et juste.

Le choix est clair : une agriculture productiviste et destructrice pour le profit de quelques-uns, ou bien **un modèle qui relocalise notre alimentation, protège les paysans et le vivant.**

Nous avons fait notre choix.



Manifestation contre la loi Duplomb à Paris, 27 mai 2025



BUDGET: NOUS MENONS LA BATAILLE À L'ASSEMBLÉE

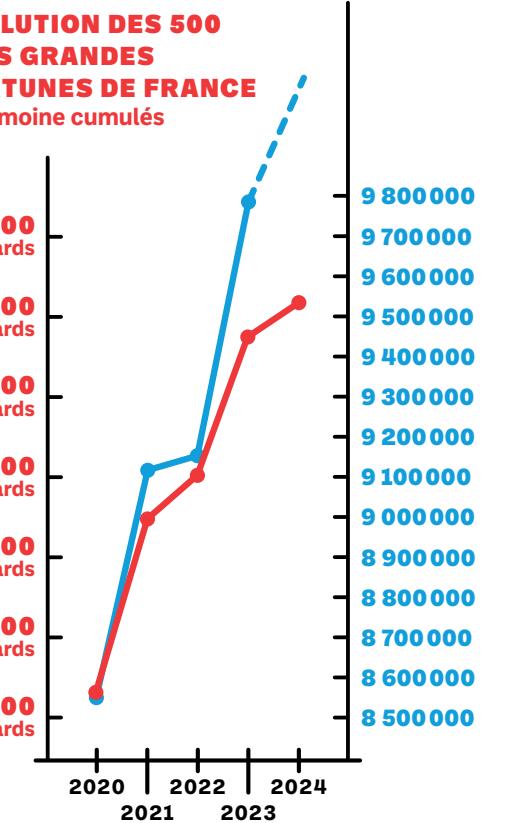
Le maigre et incertain report de la réforme des retraites annoncé par le 1er ministre Leconte pour sauver son poste en décrochant un pacte de non censure avec le Parti socialiste n'est qu'un enfumage pour masquer un budget de casse sociale.

Pour "lâcher" 3 mois sur la réforme des retraites de 800 000 travailleurs voilà donc une sous-indexation supplémentaire. Gel des pensions de 18 millions de retraités, baisse de remboursement sur vos consultations de santé ou médicaments, mesures xénophobes inspirées du Rassemblement national dont la suppression des aides au logement pour les étudiants étrangers et leur diminution pour toutes et tous, gel des allocations sociales dont l'allocation adulte handicapé, hausse de l'impôt sur le revenu, coupes sur les collectivités locales... La liste des régressions est encore longue. Ce n'est pas une stratégie économique mais bien une bataille idéologique contre les français les plus modestes. La politique macroniste ne change pas : faible avec les riches, destructrice pour les français-es.

Main dans la main avec les macronistes, les député·es du Rassemblement national ont

NOMBRE DE PAUVRES EN FRANCE

En dessous de 60% du revenu médian, c'est à dire moins de 1 288 euros par mois



Source : Journal Fakir, sur la base des classements Challenge et INSEE



LUTTER CONTRE LA CHALEUR EN VILLE, UNE MESURE D'ÉCOLOGIE POPULAIRE

41,6 degrés au plus fort de la canicule, 15 jours à plus de 35 degrés, une augmentation de près de 5 % de la mortalité pour l'épisode caniculaire du mois d'août, l'été 2025 a une fois de plus révélé la vulnérabilité de nos villes et de notre habitat face au changement climatique.

La lutte contre la chaleur en ville constitue ainsi une action de santé publique majeure et urgente, encore trop souvent négligée par les pouvoirs publics. D'autant que les projections pour les prochaines décennies prévoient d'ici 2050 deux à trois fois plus d'épisodes caniculaires, qui dureront jusqu'à trois fois plus longtemps.

Pour répondre à cette urgence j'ai déposé en début d'été deux propositions de loi à l'Assemblée nationale.

La première, avec le groupe parlementaire insoumis, décline une série de mesures concrètes pour **lutter contre les effets des fortes chaleurs à l'échelle d'une commune ou d'un quartier.** Elle vise avant tout à réduire les îlots de chaleur par une végétalisation massive des centres-villes, la restauration du cycle de l'eau en milieu urbain mais aussi pour un encadrement plus strict des normes de construction et des activités anthropiques.

La deuxième, inspirée par la Fondation pour le Logement et co-signée par des parlementaires de tous bords, entend **lutter contre les logements bouilloires** qui représentent près d'une habitation sur trois en France. Entre autres mesures cette proposition de loi prévoit d'assurer que les rénovations globales des logements traitent systématiquement le confort d'été, de faciliter l'installation de protections solaires ou d'afficher systématiquement la note "confort d'été" du DPE du logement sur les annonces immobilières.

Ces propositions de loi sont essentielles pour adapter nos villes, nos habitations et nos modes de vie au climat d'aujourd'hui et de demain. Je ferai tout mon possible pour qu'elles puissent être discutées dans les meilleurs délais à l'assemblée nationale.



3 juillet 2025, mesure des températures Place d'Armagnac, Bordeaux. 50.2 degrés au sol.



HÔPITAL ROBERT PICQUÉ / CLINIQUE BAGATELLE: MAIS OÙ VA VOTRE ARGENT ?



Réunion d'information à l'hôpital Robert Picqué, 17 juillet 2025

Dès 2017 je me suis penché sur la fusion entre l'hôpital des armées R. Picqué et la clinique de la fondation protestante Bagatelle, projet engagé déjà depuis 2014 et nommé BAHIA. Alors que le ministère des armées a annoncé (depuis mi-2023) de se retirer de ce groupement de coopération sanitaire à compter de 2026, la fondation Bagatelle a adopté cet été une communication alarmiste concernant sa situation financière et dénonçant un supposé "désengagement de l'état". Mes échanges avec les représentants des services de l'État confirment cependant que le soi-disant « désengagement de l'état » de BAHIA ce sont 38 millions d'euros abondés à la construction du nouveau bâtiment de Bagatelle, un déficit structurel comblé chaque année dont récemment 2,5 Millions € versés en 2024, 5 millions € en 2025 et un plan de retour à l'équilibre avec encore 1 million €/an pendant 5 ans. Un « désengagement » à plus de 45 millions d'euros c'est assez singulier !

Ce discours alarmiste sert à masquer les véritables problèmes posés par les choix de gestion de la direction de Bagatelle, qui alimentent une situation financière en déficit chronique.

Pour ma part, je ne poursuis qu'un objectif : que l'argent des contribuables serve, non pas des intérêts privés, mais bien la préservation d'une offre de soins à la hauteur des besoins des habitant·es du territoire. Alors que les urgences et le service de réanimation ont déjà fermé à plusieurs reprises au cours des derniers mois et que divers salarié·es de l'établissement se mobilisent pour dénoncer des conditions de travail dégradées, il est essentiel que l'État mette en œuvre un contrôle effectif de l'utilisation de l'argent public versé à cet établissement de soin dont les habitant·es ont tant besoin !